Fondation Jean Jaurès

EnvironnementInternational

INCENDIES À LOS ANGELES : SAISIR L'ÉCART ENTRE UN PRÉSIDENT CLIMATOSCEPTIQUE ET LE CONTEXTE LOCAL

Cynthia Ghorra-Gobin

15/05/2025

Chaque année, les incendies dévastent la Californie, notamment autour de Los Angeles, où le dérèglement climatique agit comme un accélérateur de crise. Pourtant, au niveau fédéral, l'administration Trump persiste dans un climatoscepticisme assumé. Cynthia Ghorra-Gobin, géographe et directrice de recherche au CNRS, confronte ces deux réalités en analysant l'écart croissant entre les collectivités locales, en première ligne, et une Maison Blanche sourde à l'urgence climatique.

Les incendies de Los Angeles ont débuté le 7 janvier 2025, quelques semaines avant l'inauguration de la nouvelle présidence le 20 janvier. Vu l'ampleur de la catastrophe, ils ont été déclarés comme les incendies les plus destructeurs de la ville de Los Angeles (LA), même si le nombre de décès fut limité à 30. Le président Biden[1] a aussitôt affirmé que les habitants des quartiers sinistrés recevraient une aide de l'État fédéral. Il a nommé Curtis Brown (de l'agence FEMA[2]) responsable de la coordination des opérations sur le terrain. Deux centres de *recovery* ont ainsi été ouverts à proximité des lieux de l'incendie le 14 janvier : l'un sur le campus de l'université de Californie, Los Angeles (UCLA, proche de Pacific Palisades), et l'autre à Pasadena (municipalité au sud d'Altadena). Les feux furent déclarés définitivement éteints le 31 janvier 2025.

Élu président des États-Unis pour un second mandat, Trump le climatosceptique[3] s'est rendu à Los Angeles le 27 janvier. Il a été reçu par le gouverneur Gavin Newsom à son arrivée sur le sol californien alors que, quelques heures plus tôt, les journalistes ne savaient pas encore s'ils allaient se rencontrer[4]. L'entrevue fut brève mais cordiale, et a été interprétée comme un signe positif pour la Californie en quête d'une aide fédérale pour la reconstruction. La suite fut nettement plus rocambolesque : certains journalistes parlent de *frenemies*[5]. Trump s'est rendu avec son équipe à Pacific Palisades avant de rejoindre la mairie de LA (située au centre-ville) pour une réunion avec la

maire Karen Bass, une élue du comté de Los Angeles Katrhyn Barger et des responsables politiques des deux partis. Les journalistes ont précisé que la réunion décidée par le président Trump n'a pas voulu inclure le gouverneur Newson.

Quels furent les commentaires du Parti républicain face aux incendies ? Que disent les chercheurs ? Quelles sont les caractéristiques paysagères des territoires sinistrés ? Que peut-on en déduire pour l'aménagement urbain et l'usage des matériaux de construction ?

Les déclarations du président

Le président Trump s'est manifesté au moment des incendies alors que le président Biden était encore au pouvoir. Il s'est donc rendu à Los Angeles une fois installé à Washington DC. Il a rencontré brièvement le gouverneur de la Californie sur le tarmac de l'aéroport avant de visiter l'un des quartiers sinistrés et de présider une réunion avec la maire de la ville de Los Angeles.

Avant le 20 janvier

Tout le monde se souvient de la première réaction de Trump au début des incendies, déclarant qu'ils s'expliquaient en raison de la politique catastrophique des démocrates au pouvoir et de leur mauvaise gestion des ressources. Dès le 16 janvier, alors que Biden était encore président, Trump a demandé aux agents du Border Patrol d'enfermer tous les immigrés responsables d'actes criminels à Bakersfield. Le gouverneur Newsom et la législature californienne, qui ont toujours défendu les résidents sans papiers, n'ont pas vraiment réagi : ils étaient préoccupés par l'aide fédérale en vue de la reconstruction. Les républicains californiens ont suivi le président républicain en faisant le lien entre l'incendie et la présence des immigrés[6]. Ils ont déclaré que l'État californien avait choisi de dépenser 5 milliards de dollars pour l'aide médicale en faveur des immigrés illégaux et que, par conséquent, ils avaient réduit le budget accordé à la prévention des incendies d'un montant de 200 millions de dollars. Quant au président Trump, il précisait dans un message posté sur son réseau social Truth Social[7] : « The actual irony….A home owner consents to pay property taxes that will go to fire department. The funds are diverted to illegal immigrants because LA is a Sanctuary City ». Il est revenu sur la critique de la gestion des budgets publics par les démocrates et il s'en est pris au statut de « ville sanctuaire ».

Une ville sanctuaire correspond à une municipalité qui refuse de coopérer avec les autorités fédérales pour la mise en œuvre des politiques d'immigration, comme l'écrit Mireille Paquet en 2017, suite au décret signé par le président Trump lors de son premier mandat (25 janvier 2017)[8]. Les villes sanctuaires qui violent les lois fédérales mettraient en danger, selon les autorités fédérales,

la sécurité du peuple américain. Rappelons que le New Sanctuary Mouvement relève d'une mobilisation citoyenne ayant émergé en Californie (San Francisco) dans les années 1970-1980. Il revendique le droit d'accès des immigrés en situation illégale aux services municipaux. Lors de son second mandat et dès le premier jour de sa présidence (20 janvier 2025), le président a signé un décret (*executive order*) à l'intention du ministère de la Sécurité (Homeland Security), l'autorisant à renoncer à tout financement fédéral à l'égard des localités se déclarant villes sanctuaires. Quelques semaines plus tard, le ministère des Transports a fait une déclaration identique, refusant tout financement aux villes sanctuaires[9].

À la suite de la rencontre avec le président, le gouverneur Newsom se trouve contraint de maintenir une relation apaisée avec les autorités fédérales car il espère toujours leur aide. La reconstruction des quartiers sinistrés exigerait un budget de l'ordre de 40 milliards, ce qui explique son attitude lors de la détention d'immigrés illégaux à Barkersfield (dans le comté agricole de Kern)[10]. De nombreux démocrates craignent la politique d'expulsion mais la responsable du Center for Immigration Law and Policy[11] du département de droit à UCLA est confiante. Elle rappelle que le Sénat californien a voté le *Value Act*[12] lors du premier mandat du président Trump et qu'il est effectif depuis 2018. Cette loi autorise les États et les localités à refuser la mise en œuvre d'une politique fédérale allant à l'encontre d'immigrés sans papiers.

La réunion du président avec Karen Bass, maire de Los Angeles, le 27 janvier

Après avoir salué le gouverneur Newsom à l'aéroport international de Los Angeles et visité avec son équipe Pacific Palisades, le président s'est rendu au centre-ville pour une réunion avec la maire Karen Bass, ainsi qu'avec l'élue du Comté Katrhyn Barger et des responsables politiques relevant des deux partis. Les journalistes ont précisé que la réunion décidée par le président Trump n'avait pas inclus le gouverneur Newson. Avant cette rencontre et selon le *Washington Post*[13], Karen Bass aurait, dès le début de son mandat en 2022, réduit le budget du Department of Fire et du Department of Water and Power, ce qui a empêché les pompiers de travailler dans de bonnes conditions. Il lui est également reproché de n'avoir pas été présente sur le terrain au début de l'incendie : elle était alors en mission au Ghana, à la demande du président Biden. Face à ces critiques, Antonio Villaraigosa[14], un ancien maire respecté des Latinos après deux mandats consécutifs, a réagi. Souhaitant participer aux élections californiennes en 2026 et succéder à Newsom, il a tenu un propos nuancé lors de l'entretien avec Maeve Reston : « There will be time afterwards for determining whether more could have been done to address this unprecedented disaster ».

La réunion officielle du président avec Bass fut principalement centrée sur la reconstruction et le retour des habitants. Trump s'étant déclaré le porte-parole des propriétaires, il a affirmé qu'ils souhaitaient tous avoir accès rapidement à leur terrain pour entamer les travaux de nettoyage (*debris removal*)[15]. Face aux propos de Bass indiquant qu'elle attendait les résultats des experts pour s'assurer de la sécurité des zones sinistrées, il a aussitôt répondu que cette attente n'était pas nécessaire. Compte tenu de l'ampleur de la destruction, il n'y avait plus aucun risque d'incendie : « There's almost nothing to burn, and they want to go in » et, plus loin, « they want immediate access to their property to start putting their lives back together »[16]. Mais les experts du ministère californien de l'Environnement qui ont l'expérience des incendies avaient déclaré combien la phase de nettoyage serait délicate en raison de la présence de substances chimiques sur le terrain : « The biggest threats, especially for the Palisades, is lithium ion batteries (electric cars and those used to store solar energy in homes [....]. A lot of folks assume that everything burns up in the fire, but in actuality, there's a lot of stuff that's behind that can turn into ticking bombs[17] ». Ce même argument avait été défendu par les scientifiques du Colorado après l'incendie Marshall à Denver en 2021. Ils ont confirmé la pollution de l'air en raison des substances chimiques présentes sur le terrain et déclaré qu'elle ne pouvait que s'accentuer au moment du nettoyage des terrains[18].

Tout en faisant preuve de prudence, Karen Bass a promulgué un décret (*executive order*) en vue de faciliter la phase de reconstruction[19]. Intitulé *Return and Rebuild*, il évite à tout propriétaire de se perdre dans les démarches administratives et encourage l'option d'une densification douce de ces quartiers en proposant le modèle de l'ADU (« Accessory Dwelling Unit »)[20]. Cinq incendies se sont déclarés à Los Angeles en janvier 2025 : les deux plus importants furent celui de Palisades ayant concerné la municipalité de Malibu localisée plus au sud en bordure d'océan, ainsi que celui d'Eaton Fire à Altadena, un territoire urbanisé relevant de l'autorité du comté de Los Angeles (et non de la ville). Les trois autres étaient nettement plus réduits : Hurst Fire près de Symar, localisé dans San Fernando Valley ; Lidia Fire, dans la Forêt nationale de Los Angeles près de Ravenna ; et Sunset Fire, situé sur les collines de Hollywood[21]. La catastrophe est responsable du décès de 30 personnes après avoir ravagé un huitième de la superficie de la ville[22].

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

Abonnez-vous

Le point de vue des scientifiques et les spécificités des quartiers sinistrés

Au-delà de l'échange politique qui s'est tenu à Los Angeles entre le président et la maire, il est nécessaire de revenir au débat des chercheurs qui ont été repris par les médias avant de préciser les spécificités urbanistiques des quartiers sinistrés. En effet, les quartiers de Pacific Palisades et de Malibu, ainsi que celui d'Altadena, malgré la différence de l'appartenance sociale de leurs habitants, avaient été urbanisés sans considération de l'environnement naturel. Les qualifier de vulnérables revient à poser la question de l'urbanisme californien.

Un territoire propice aux incendies et aux conséquences du changement climatique

Aux États-Unis, l'historien William Deverell, professeur à l'université de Southern California (USC), qui a pendant longtemps étudié les incendies dans l'ouest des États-Unis, reconnaît leur spécificité. Dans l'entretien qu'il donne au moment des incendies de Los Angeles[23], il met avant tout l'accent sur l'intensité des vents de Santa Anas jugée nettement plus importante qu'autrefois en raison du changement climatique. Si les incendies font partie de l'histoire de la région, il note que les plantations souvent importées d'autres régions climatiques ne sont pas adaptées aux intempéries du climat californien. Et il avance le concept de l'interface « widland-urban[24] » pour signifier que toute forme d'habitat localisée dans l'environnement naturel (ici les forêts de Santa Monica et San Bernardino)[25] peut être qualifiée de vulnérable.

Les travaux du politiste Steve Schmidt[26] sont également intéressants. En mettant l'accent sur la dimension « biblique » de la catastrophe (« The scale of the conflagration is biblical »), il accuse l'arrogance de l'être humain qui veut faire de cette région un jardin d'Eden. Les urbanistes se seraient attribué le pouvoir de la création, en ignorant la nature et ses lois. Il écrit : « There is no other place like California in the world. Her beauty is as magnificent as her dangers are deadly ». Et, compte tenu de l'activisme des acteurs du marché immobilier, il ajoute que les terrains sinistrés risquent de devenir un « battlefield ». Le texte s'achève par une critique acerbe du nouveau président qui prend prétexte de la tragédie (ayant détruit un territoire aussi grand que Manhattan) pour accuser les démocrates[27]. Les scientifiques s'accordent pour dire que si les incendies en Californie sont désormais aussi destructeurs, c'est à cause de l'ampleur d'une urbanisation qui ne mesure pas la conjonction des critères démographique et du changement climatique. L'urbanisation qui a empiété sur des zones dites sauvages s'est accompagnée du développement d'infrastructures, dont le réseau électrique. Or ce réseau s'avère vulnérable lors d'événements

extrêmes[28].

L'ensemble des arguments des chercheurs ont eu une certaine résonance auprès de l'administration de Biden. En 2023, 500 quartiers (*census tracts*) ayant été déclarés vulnérables par la FEMA en raison des risques d'inondations, d'incendies ou d'orages violents ont reçu une aide financière. L'objectif consistait à rendre plus résilientes les infrastructures des quartiers bénéficiant de fonds fédéraux sur une période de cinq ans[29]. Cette décision du président Biden fait suite par ailleurs à un procès s'étant déroulé dans l'État du Montana[30] lors duquel l'association Our Children's Trust[31] représentant seize enfants a accusé leur gouvernement de « violer leur droit constitutionnel à un environnement propre et sain ».

L'historique de la vulnérabilité urbaine à l'heure du changement climatique a été largement repris par les médias après la catastrophe de Los Angeles. Le journaliste Leighton Woodhouse, dans son article « Stop blaming Politicians. LA was built to burn[32] », écrit qu'il est inutile de dénigrer les politiciens et leur gestion des ressources naturelles. Il souligne la vulnérabilité d'une ville bâtie au sein de la nature. Il reproche à la société américaine d'avoir mené une politique de peuplement en direction de l'ouest, là où les feux font partie de l'écosystème naturel. Il rappelle l'ouvrage de Mike Davis[33] qui consacre un chapitre entier aux incendies de Malibu, une municipalité localisée entre l'océan et les premières pentes des montagnes de Santa Monica, pour insister sur le caractère inhospitalier du site. Tout au long du XX^{e} siècle, Malibu a enregistré des incendies toutes les deux décennies. Woodhouse rappelle que la journaliste Joan Didion, écrivaine et spécialiste des chroniques historiques de la Californie, en avait longuement parlé : « Los Angeles grew up in a hurry. In the nineteenth and twentieth centuries, development occurred so rapidly that urban and suburban density extends unabated all the way up until il collides into wildlands ». Tous les deux rappellent que la lisière entre la ville et la nature (c'est-dà-dire l'interface « widland-urban ») n'est pas respectée. Ceci a expliqué l'incendie meurtrier de Camp Fire (2018, 300 morts) à Paradise (à proximité de Sacramento)[34]. À l'encontre des arguments des républicains, l'incendie participe de l'écosystème naturel et est alimenté par l'arrogance de l'urbanisme californien.

La Californie qui a connu de fortes précipitations au cours de l'année 2023 est entrée dans une période de sécheresse à partir du milieu de l'année 2024. De nombreux foyers d'incendie ont alors été signalés. L'incendie Post Fire près de Gorman, à une centaine de kilomètres au nord de Los Angeles, a entraîné la fermeture de l'autoroute I-5, un axe majeur de la circulation californienne. D'autres foyers se sont déclarés dans les comtés de Sonoma au nord de San Francisco et de Colusa au nord de Sacramento[35]. Ces incendies s'expliquaient pour les mêmes raisons que ceux de 2025. La végétation de surface était abondante en raison de fortes pluies survenues en 2023, qualifiées depuis de « rivières atmosphériques ». En 2023, dans les montagnes de San Bernardino (à deux

heures de Los Angeles), treize décès avaient même été signalés en raison du manque d'électricité dû au surpoids de la neige sur les lignes électriques pendant plusieurs jours[36].

Malgré l'accumulation de ces incidents répétés, les républicains font le choix d'ignorer l'historique des feux ainsi que l'occurrence d'événements extrêmes liés au changement climatique. En expliquant les incendies en raison de l'aide apportée aux immigrés au détriment de services de protection incendie, le nouveau président s'en prend finalement à la politique de la « transition verte » de Biden pour aller plus loin dans son agenda politique.

Les caractéristiques des quartiers sinistrés et le risque de santé publique

Malibu et sa plage (« Billionaire's Beach » s'intitulant à présent « Carbon Beach »[37]), tout comme Pacific Palisades, étaient habités par des stars du cinéma, de la tech ou du journalisme alors qu'Altadena se caractérisait par une population relevant des classes moyennes et populaires[38]. Ce dernier quartier est composé d'habitants noirs et hispaniques bien qu'il ait été, au début de son histoire, le foyer d'une communauté noire dont les membres avaient eu les moyens d'accéder à la propriété[39]. Mais tous les quartiers concernés ont la même configuration urbanistique : ils s'inscrivent dans le principe d'un habitat parsemé dans la nature suivant la logique de l'étalement urbain (*urban sprawl*)[40].

Quant aux conséquences des incendies, elles concernent à présent tous les habitants de Los Angeles. Ils n'ont certes pas été touchés par les incendies et n'ont pas connu un stress équivalent à celui des habitants des quartiers sinistrés mais ils souffrent de la pollution atmosphérique. Des chercheurs rappellent que la pollution de l'air en Californie fut à l'origine de plus de 58 000 décès prématurés entre 2008 et 2018 en raison des particules fines libérées suite à de nombreux incendies de forêt. Les risques sanitaires que représente la pollution de l'air furent largement évoqués en 2018 lors de l'incendie Camp Fire à Paradise (petite ville localisée dans la forêt)[41]. Et en 2025, *The Economist* a repris l'argument de la santé publique sans pour autant énoncer des mesures pour y remédier[42].

Par ailleurs, la question du remboursement des personnes sinistrées par les assurances est régulièrement évoquée par les médias américains au moment de tout événement extrême. En 2023, suite à un mégafeu dans le comté de Santa Clara (nord de la Californie), *The Economist*[43] a publié un article intitulé « Uninsurable America » pour souligner l'ampleur du problème financier. Y était indiqué qu'entre 2015 et 2021, 85% des propriétés d'un seul « zip code » de ce comté n'étaient plus assurées, sous prétexte qu'elles avaient été identifiées « zones à risque ». Pour qualifier ces zones, l'expression « Widland-Urban Interface » (WUI) se répandit. De récentes données

démontrent, en outre, l'extension de ces zones entre 1990 et 2010[44]. Ce qui fait dire à Dave Jones, directeur de la Climate Risk Initiative de l'université de Berkeley, que le pays pourrait bientôt être complètement délaissé par les assureurs[45]. Si aux États-Unis les coûts les plus élevés de l'assurance pour l'habitation sont en Floride, la Californie paraissait moins concernée en raison de lois empêchant les assurances d'augmenter leurs tarifs. L'État possède trois fonds d'assurance : *State Farmer* (le plus important), suivi de *Allstate* et *Farmers Insurance* (FAI). Mais cette situation loin d'être satisfaisante fait l'objet d'un nombre de litiges croissant[46].

Quant aux urbanistes et avocats, ils en viennent à dénoncer l'aide fédérale (*National Flood Insurance program*, NFIP) relevant d'une loi votée par le Congrès en 1968, stipulant que tout propriétaire victime d'inondations ou d'autres événements extrêmes pouvait en bénéficier[47]. Ils soulignent son effet pervers : elle aurait incité les municipalités à déclarer « zones constructibles » des « zones à risque », ce qui aurait facilité l'installation de ménages dans des territoires de type WUI. Face à cette situation, le professeur de l'université de Tulane, Jesse M. Keenan[48] – ayant fait l'expérience de Katrina à la Nouvelle-Orléans –, déclare qu'il revient à présent aux municipalités d'inciter les ménages habitant dans des zones reconnues comme « super-high-risk » à quitter ces lieux. Cette décision s'avère difficile à prendre et à mettre en œuvre.

La catastrophe de Los Angeles : un enjeu urbanistique au cœur des relations entre le fédéral et le local

La répétition des mégafeux[49] de janvier 2025 semble avoir suscité l'idée d'une possible fin de *l'urban sprawl*, c'est-à-dire le fait d'habiter dans un paysage exceptionnel représenté par le peintre David Hockney[50]. Il s'agit de s'opposer à l'urbanisation de type *Wildland Urban Interface* entraînant la fabrique d'un « territoire à risque » et de suggérer une densification douce du territoire urbanisé[51]. Karen Bass souhaite une reconstruction des sites sinistrés optant pour le principe de la densité. Pour les architectes, la catastrophe de Los Angeles s'avère utile pour reconsidérer l'emploi des matériaux de construction, et notamment l'usage exclusif du bois jusqu'ici privilégié en raison des conditions sismiques. Ces débats conduisent à prendre distance avec le « mythe américain[52] » de la maison individuelle à proximité de la nature qui a organisé l'urbanisation des États-Unis dès la fin du XIX^{e} siècle et tout au long du XX^{e}. Ce mythe a également influencé les principes de l'urbanisme dans le reste du monde.

L'attitude des élus locaux, des scientifiques et des professionnels contraste avec celle d'un président totalement indifférent à cette problématique. En effet, de retour à Washington DC après une visite à LA, le président Trump a aussitôt critiqué les principaux organismes chargés de la protection de la nature avant de les supprimer. Des milliers de personnes ont été licenciées ou vont

l'être à l'EPA (Agence de protection de l'environnement). Dans d'autres agences comme la FEMA, plus de 1000 personnes ont déjà été licenciées[53]. Toutes les réglementations ayant pour objectif de réduire les émissions de CO_2 et mettant en danger la nature sont remises en cause. De sérieuses réductions d'investissements pour les énergies renouvelables sont prévues, contrairement à la politique du prédécesseur de Donald Trump[54]. Si la protection de l'environnement est désormais interdite aux États-Unis, il en est de même pour la science du climat[55]. Des institutions de grande renommée sont concernées : l'Agence météorologique et océanographique américaine (NOAA) et la NASA. À l'occasion d'une récente réunion du GIEC, en février 2025, la scientifique en chef de la NASA a été interdite de déplacement à l'étranger et son équipe de chercheurs licenciée[56].

À la suite du dernier incendie californien, la question de l'aménagement du territoire se trouve mise en exergue et prend toute son importance dans la perspective d'une transition écologique et solidaire qu'appellent les moments présents.

1. « President Joseph R. Biden, Jr. Approves California Major Disaster Declaration », Maison Blanche, 8 janvier 2025.
2. La Federal Emergency Management Agency est une agence fédérale responsable de la gestion des situations d'urgence, créée en 1979 par le président Carter. Le président Trump ayant déclaré qu'elle coûtait trop chère, il ne tarde pas à la dissoudre. Voir Maeve Reston, « Touring disaster sites, Trump says he wants to get rid of FEMA », *Washington Post*, 24 janvier 2025.
3. Christian de Perthuis, « La réélection de Donald Trump : quelles implications pour les politiques climatiques ? », The Conversation, 6 novembre 2024. Le positionnement du président est loin d'être partagé par l'ensemble de la nation américaine, comme l'a affirmé Al Gore (ancien vice-président et fondateur-président du Climate Reality Project) lors de la *Climate Week* à San Francisco, en avril 2025.
4. Anita Chabria, « Fast vs safe in fire cleanups », *Los Angeles Times*, 28 janvier 2025.
5. *Frenemies* : un adversaire qui se comporte comme un ami.
6. Arnaud Leparmentier et Piotr Smolar, « Immigration et climat au cœur des premières mesures de Trump », *Le Monde*, 23 janvier 2025.
7. Anita Chabria, « Could LA fires change how California responds to deportation ? », *LA Times Politics* ,16 janvier 2025.
8. Pour une définition concernant le contexte étasunien, voir l'article de Mireille Paquet de l'université de Concordia : « Aux États-Unis, des villes sanctuaires », *Plein droit*, n°4, 2017, pp. 11-14 ; Domenic Vitiello, *The Sanctuary City. Immigrant, Refugee, and receiving community in post-industrial Philadelphia*, Cornell University Press, 2022. Ce livre a reçu le prix de l'Urban History Association en 2024.
9. Pour plus de détails sur les décisions du président et sur la mobilisation de certaines villes dont Los Angeles, voir l'article de Fola Akinnibi, « How Sancturary cities are preparing for another showdown with Trump », *City Lab*, 19 janvier 2025.
10. De nombreux articles relatent l'événement de Bakersfield ; voir celui de Sergio Olmos, « A surprising raid in Kern county forshadows what awaits farmworkers and businesses », *Calmatters*, 22 janvier 2025.
11. Le centre a été créé en 2020.
12. La loi *Value Act* est intitulée SB 54.
13. Maeve Reston, « LA Mayor Karen Bass faces political crisis over trip, budgets amid fires », *Washington Post*, 11 janvier 2025.
14. Antonio Villaraigosa n'est pas le seul candidat démocrate. Il devra probablement affronter Kamala Harris et Xavier Becerra, ancien ministre de la Santé durant la présidence de Joe Biden. Voir George Skelton, « Becerra boasts about his

anti-Trump resume in bid for governor », *Los Angeles Times Politics*, 14 avril 2025.

15. Voir la procédure municipale imposée à tout propriétaire dont la maison est sinistrée.
16. Anita Chabria, « Everyone wants fire cleanup to be fast. Will we regret it? », *Los Angeles Times*, 27 janvier 2025.
17. Voir l'article d'Anita Chabria, « Fast vs. Safe in fire cleanups », *Los Angeles Times Politics*, 28 janvier 2025. Le 16 janvier 2025, au moment même des incendies de Los Angeles, la centrale électrique de Moss Landing (comté de Monterey) a brûlé, un incendie nécessitant l'évacuation de plus de 1200 habitants. Voir Kyarria Harris, « Moss Landing Battery fire. Monterey Board of Supervisors enacts emergency proclamation », *Silicon Valley News*, 24 janvier 2025.
18. L'envoyée spéciale Maryline Baumard a interrogé de nombreux experts californiens lors de son déplacement : voir « Incendies à Los Angeles : l'impact majeur sur l'eau, l'air, la faune et la flore », *Le Monde*, 20 janvier 2025.
19. Ben Deith, « Los Angeles mayor issues executive order for « residents to rapidly rebuild » », *Dezen*, 14 janvier 2025.
20. Cynthia Ghorra-Gobin, « Comment les USA appréhendent la densification », *Urbanisme*, n°441, janvier 2025, pp. 69-71.
21. Katie Dowd, « LA wildfires update: where the 5 fires stand as of Thursday », *SFGATE*, 9 janvier 2025.
22. Le territoire de la ville est de 1200 km^2 (pour comparaison, celui de Paris est de 100 km^2).
23. Voir l'entretien de William Deverell sur YouTube podcast #257 publié le 13 janvier 2025 : *The tragedy of California's Wildfire*.
24. Pour plus de détails sur le concept WUI (*Wild Urban Interface*), voir les travaux de recherche de *US Forest Service Research and Developement* (ministère de l'Agriculture).
25. Parmi toutes ses publications, voir notamment William Deverell et Greg Hise (dir.), *Land of Sunshine: An Environmental History of Metropolitan Los Angeles*, University of Pittsburgh, 2011.
26. Steve Schmidt est un politiste stratégiste qui autrefois a travaillé pour le Parti républicain. Voir Steve Schmidt, « The Great Fire of Los Angeles », *The Warning*, 10 janvier 2025.
27. La première critique de Donald Trump a concerné la soi-disant politique de sauvegarde d'un poisson dans le nord de la Californie.
28. Jon Keeley, « Comment les vents du désert alimentent les incendies qui ravagent la Californie du sud », The Conversation, 9 janvier 2025.
29. Thomas Franck, « Nearly 500 Neighborhoods Prone to Climate Disaster will get extra Money for Resilience », *Scientific American*, 7 septembre 2023.
30. Cet État habité par un million d'habitants dispose depuis 1972 d'une constitution prenant en compte l'environnement.
31. Arnaud Leparmentier, « Procès climatique inédit dans le Montana », *Le Monde*, 23 juin 2023, p. 6.
32. C'est le titre de l'article de Leighton Woodhouse dans *Freepress*, 12 janvier 2025.
33. Mike Davis, *Ecology of Fear. Los Angeles and the Imagination of Disaster*, New York, Henry Holt and Company, 1998.
34. Élise Bouté, *La maison brûle. Cultiver le déni du changement climatique après un mégafeu en Californie du nord*, thèse de doctorat, EHESS, septembre 2024.
35. Corine Lesnes, « Une saison des feux précoce en Californie », *Le Monde*, 22 juin 2024.
36. Corine Lesnes, « La Californie frappée par des désastres climatiques », *Le Monde*, 17 mars 2023.
37. Farley Elliott, « California's richest coastline reduced to ash as 'Billionaire's Beach' goes up in flames », *SFGATE*, 10 janvier 2025.
38. Los Angeles est une ville multiculturelle : la majorité de la population est hispanique. De nombreux travaux font état d'inégalités sociales et spatiales, ainsi que de la présence de nombreux sans domicile fixe. Mais elle est l'objet de mobilisations diverses pour en faire une « ville inclusive ». Voir Scott Cummings, *An Equal Place. Lawyers in the Struggle for Los Angeles*, Oxford University Press, 2021.
39. « How the LA Fires damaged Altadena's historic Black community », *Here and Now Newsroom*, 17 février 2025.
40. Augustin Berque, Philippe Bonnin et Cynthia Ghorra-Gobin (dir.), *La ville insoutenable*, Paris, Belin, 2006.
41. Élise Bouté, *La maison brûle. Cultiver le déni du changement climatique après un mégafeu en Californie du nord*, Thèse de doctorat, EHESS, septembre 2024.

42. « How bad will the smoke be for Los Angeleno's health », *The Economist*, 16 janvier 2025.
43. « Parts of America are becoming uninsurable », *The Economist*, 21 septembre 2023.
44. Voir l'article scientifique du Forest Service (ministère de l'Agriculture) donnant une idée de l'ampleur de l'urbanisation : « Where Humans and Forests meet: the rapidly growing Wildland-Urban Interface », 28 avril 2024.
45. Cet institut est localisé dans le département du droit de l'université de Berkeley.
46. Karia Maria Sanford, « Property owners sue California insurance companies over alleged 'collusion' following wildfires », *Los Angeles Times*, 19 avril 2025.
47. Voir le site du NFIP géré par FEMA.
48. Jesse M. Keenan est professeur de *Sustainable Real Estate and urban planning* à l'université de Tulane et directeur du Centre sur le changement climatique et l'urbanisme.
49. « How will calamity change Los Angeles ? », *The Economist*, 13 janvier 2025.
50. Les œuvres de David Hockney font l'objet d'une exposition jusqu'au 31 août 2025 à Paris. L'image qui retient l'attention – parce qu'elle rend compte du cadre de vie exceptionnel des quartiers huppés ayant subi l'incendie – correspond à celle de la couverture de *Connaissances des arts*, hors-série n°114, avril 2025. Il s'agit de *Pool with two Figures*, 1972.
51. « How will calamity change Los Angeles? », *The Economist*, 13 janvier 2025.
52. Cynthia Ghorra-Gobin, *Los Angeles, le mythe américain inachevé*, Paris, CNRS Éditions, 1997, rééd. 2002.
53. Pour plus de détails, voir Leslie Kaufman, « What FEMA's Demise Could Mean For Flood Insurance », *Bloomberg Green*, 31 mars 2025.
54. Des représentants d'États ayant voté pour le président Trump et ayant bénéficié de la politique de l'IRA commencent à s'organiser pour s'opposer à ses mesures.
55. Zahra Hirji, « Trump's Science Cut Have Thrown The Research World Into Chaos », *Bloomberg Green*, 14 mars 2025.
56. Voir l'article de Audrey Garric, « Aux États-Unis, l'administration Trump mène un « sabotage » en règle des sciences du climat », *Le Monde*, 8 mars 2025.